

Un contexte plus favorable, mais des oppositions syndicales déjà fortes

Les tentatives de refonte du baccalauréat ont toutes échoué ces dernières décennies. Mais le contexte est aujourd'hui plus favorable, l'examen étant à bout de souffle.

Après Jospin, Allègre, Fillon, Darcos... Blanquer ? Ses prédécesseurs s'y sont cassé les dents. Mais le ministre de l'Éducation est bien décidé à réussir ce qui est jugé infaisable depuis des décennies maintenant : réformer le bac. Il veut le « renouveler profondément » pour qu'il prépare mieux à l'enseignement supérieur. La réforme complète est annoncée pour le bac 2021.

Jean-Michel Blanquer entend tenir la promesse d'Emmanuel Macron, faite lors de la campagne présidentielle, de « revoir la forme du bac ». Il évite toutefois de rappeler qu'Emmanuel Macron voyait aussi dans cette réforme une économie potentielle de « plusieurs centaines de millions d'euros ».

La réforme Blanquer a-t-elle plus de chances de réussir que les autres ? « Oui, parce que les esprits ont mûri. Les critiques sur le bac d'aujourd'hui sont partagées par

tous », estime Stéphane Crochet, du syndicat SE-Unsa. Une orientation vers les filières sélectives avant même d'avoir les résultats du bac, une filière S devenue « la » voie pour s'ouvrir toutes les poursuites d'études mais qui n'aide pas les vrais scientifiques, un examen qui prépare peu à la poursuite d'études : le bac est « à bout de souffle », entend-on très souvent. Le consensus s'arrête là. Les propositions du rapport Mathiot, qui seront dévoilées ce mercredi, sont déjà critiquées. L'organisation en modules permettrait des passerelles pour les élèves, concède Valérie Sipahimalani, du SNES-FSU. Mais le principal syndicat du secondaire alerte sur « la vente à la découpe des séries » et le « lycée puzzle », qui desserviraient les élèves des milieux populaires, peu préparés à construire eux-mêmes leur parcours.

« Bacs maison » et statut

La lourdeur de l'organisation à venir inquiète, notamment autour des partiels semestriels : « Si c'est pour organiser le bac quatre fois en deux ans au lieu d'une seule fois comme aujourd'hui, ce n'est plus le mois de juin qu'il va falloir reconquérir, mais le cycle terminal ! » prévient le SNES. De son côté, FO alerte sur de possibles suppressions de postes d'enseignants. « Plus on avance, moins on est positifs, car on n'a pas l'impression que la réforme va alléger la vie administrative des lycées », renchérit Stéphane Crochet, du SE-Unsa. Il met en garde contre un transfert de la complexité des épreuves, localement, « sur les établissements ».

L'arbitrage de Jean-Michel Blanquer sur la part de contrôle continu sera scruté de près. Si le risque de « bacs maison » – un bac passé à tel ou tel endroit n'aurait pas la même valeur – est trop fort, il pourrait déclencher une vague de contestation. L'autre question sensible est celle du statut des enseignants, pointé avec d'autres Alexis Torchet, du SGEN-CFDT. Organiser un lycée en semestres avec des enseignants qui ont un rythme hebdomadaire (15 ou 18 heures devant élèves) ne sera pas simple. Sauf à ce que l'on reproduise le bac actuel en interdisant aux élèves de changer de module en fin de semestre, conclut le SNES-FSU – « ce ne serait alors qu'une réforme de papier ».

— M. C. C.